

« Le préfet, c'est parfois un dernier recours »

Une journée marathon pour tenter de régler les problèmes de sécurité, les difficultés sociales ou l'emploi dans le département. C'est le quotidien du préfet Richard Samuel.

Reportage

72 % des Français ne savent pas bien ce que fait un préfet. A son invitation, nous avons passé une journée avec Richard Samuel, dans les coulisses de la préfecture. Une journée ordinaire au programme copieux. Avec une volonté marquée dans ses propos au fil des rencontres : « **Sécurité, cohésion sociale, développement économique, le préfet se doit d'expliquer les politiques publiques pour mieux les mettre en œuvre. C'est aussi un médiateur, un peu parfois un dernier recours.** » Au final, une action dense, et sans doute plus proche du quotidien des gens qu'on peut le supposer.

7 h 30. L'heure du petit-déjeuner. Au menu, la presse locale. « C'est parfois désagréable. Mais un article sur une situation sociale difficile, un dysfonctionnement administratif, il faut en tenir compte. » Il demande un suivi à ses services. Il pourra revenir vers la presse pour préciser des points s'il y a lieu.

8 h 30. Il fait le point sur les appels, les courriers, avec ses assistantes Annie et Véronique. Un maire et un député ont cherché à le contacter. Ce matin, il signe les hospitalisations personnelles sous la contrainte (internement).

9 h. Deux heures de travail avec une trentaine de personnes afin de prévenir les problèmes avec le radon. Ce gaz sans odeur provenant du sol granitique se concentre dans des espaces clos et peut entraîner des cancers du poumon. Sept établissements font l'objet d'une surveillance serrée à Torfou, Maulévrier, La Renaudière, Roussay. Un ingénieur du génie sanitaire détaille les actions engagées, conseille les élus ou représentant d'école. Ces derniers évoquent des problèmes financiers pour régler les problèmes. « **On peut voir à la possibilité d'un geste financier, lâche le préfet, lorsque le bâtiment relève de la commune.** »

11 h 30. Conférence de presse avec les médias régionaux pour sensibiliser à la semaine de la sécurité routière. Son chef de cabinet, Christophe Cirefice, a préparé le dossier.



Un point avec son assistante sur les coups de fils, une conférence de presse sur la sécurité routière, une rencontre en entreprise avec des jeunes en alternance (en bas à droite), un conseil communautaire de prévention de la délinquance (en bas à gauche)... une journée comme une autre du préfet.



Auparavant, devant une cinquantaine de personnes, il a insisté sur les accidents de la route pendant le travail et les problèmes de stupéfiants : « **Nous devons faire toucher du doigt, que, outre l'alcool, nous avons un problème avec l'utilisation de la drogue sur la route.** » Les chiffres de la route ne sont pas bons depuis le début de l'année. Sont annoncés davantage de contrôles ou sept radars fixes supplémentaires. « **On ne change pas les comportements par décrets mais par prises de conscience.** » Les problèmes de la route, il connaît.

13 h. Le déjeuner avec les sous-préfets sera rapide et propice à faire le point sur les gros dossiers à Segré, Cholet, Angers et Saumur. Pas le temps de lézarder. Entre deux portes, il évoque ce dossier des demandeurs d'asile pour lequel il s'implique personnellement.

13 h 45. Une petite quarantaine de chefs de service sont réunis pour faire un bilan sur de grands dossiers : rentrée scolaire, accidents de la

route, demandeurs d'asile... Pas bons pour les routes, mieux pour les demandeurs d'asile. « **pour lesquels on constate un inversement de la tendance des arrivées depuis mai 2010.** » Des procédures plus strictes, l'évacuation des squats et le relogement de 170 personnes n'y est pas pour rien. La vigilance reste de mise.

16 h. Arrive dans sa voiture avec chauffeur à Saint-Barthélemy-d'Anjou, le préfet visite l'entreprise Cesson, 750 salariés. Une entreprise modèle pour la proposition de contrats d'apprentissage. Il apprécie, est venu avec des responsables du pôle emploi, de la mission locale et de l'inspection académique pour aider l'entreprise à trouver des jeunes qui pourraient être intéressés.

17 h 30. Avec Jean-Claude Antonini, président de l'agglomération d'Angers, et Brigitte Angibaud, procureur, séance de travail avec les élus de l'agglomération sur la délinquance. Il est question de concertation, prévention, fonds à solliciter « **et vidéosurveillance dans le tramway.** »

20 h. Il termine sa journée en patrouille avec la brigade anti-criminalité, avant de rejoindre ses appartements de fonction. Il reprend son marathon demain à la tête de 274 fonctionnaires et un budget de fonctionnement 1,4 million d'euros.

Sébastien GROSMAITRE, sebastien.grosmaître@ouest-france.fr

8 500

C'est, en euros, grosso modo, ce que gagne chaque mois, le préfet de Maine-et-Loire. Une somme supplémentaire pouvant aller jusqu'à 500 € mensuels peut s'y ajouter en fonction de résultats obtenus sur l'emploi, la lutte contre la délinquance, la maîtrise de l'accidentalité...

Au cours de cette journée, le préfet Richard Samuel a visité notre agence angevine